

I. La société française de 1870 à 1914

Comment la société française évolue-t-elle entre 1870 et 1914 ?

a) Les transformations économiques

1. La poursuite de l'industrialisation

À partir des années 1870, la France entre dans la deuxième phase du processus d'industrialisation grâce aux innovations dans la métallurgie, l'automobile, la chimie, mais aussi à l'utilisation de l'électricité et du pétrole. En 1914, le secteur industriel emploie 31,6% des actifs et produit un tiers de la richesse nationale. Les grandes usines remplacent progressivement les petits ateliers, même si environ 85% des ouvriers travaillent encore dans des établissements ne dépassant pas cinq salariés en 1914.

La famille Schneider fait du Creusot le premier complexe industriel de France, structuré autour de mines de charbon, de fonderies, de vastes entrepôts en acier. Employant plus de 10 000 ouvriers en 1914 et produisant plus de 100 locomotives par an, la dynastie Schneider pratique une politique sociale paternaliste dans ses cités ouvrières.

En 1914, la France est la 4e puissance mondiale (6% de la production industrielle et 8% du commerce mondial). Elle est le premier producteur mondial d'électricité, d'aluminium, de textiles synthétiques ou encore de pneumatiques en caoutchouc. Dans le secteur automobile, on assiste au début du taylorisme dans les usines Renault.

2. Les Expositions universelles, vitrines de l'industrialisation

Les Expositions universelles sont l'occasion pour les grandes puissances de se livrer à une compétition pacifique. À Paris en 1889, la France exhibe fièrement la tour Eiffel, la plus haute du monde à l'époque (300 mètres). Plus de 32 millions de visiteurs découvrent les dernières innovations dans la galerie des machines.

L'Exposition de 1900 attire 50 millions de visiteurs. Plus de 76 000 exposants y présentent leurs productions, notamment au sein du Palais de l'électricité illuminé par 5 000 ampoules. Le Métropolitain, inauguré en juillet 1900, confirme la modernité technologique française.

Malgré les polémiques, ces Expositions sont les vitrines du savoir-faire technique, architectural et artistique français. Elles revêtent aussi un enjeu politique car le régime républicain s'y présente comme un modèle de civilisation pour le monde entier.

3. Un monde rural important et en difficulté

La France reste un pays rural. En 1914, elle compte encore 56% de ruraux dont environ 8 millions d'agriculteurs qui produisent 40% de la richesse nationale. Mais une minorité de grands exploitants spécialisés dans les céréales obtient des rendements élevés grâce à la mécanisation et aux engrais chimiques dans le Nord et le Bassin parisien. Dans l'Ouest et le Sud, l'agriculture reste dominée par de modestes exploitations familiales, polyvalentes et peu mécanisées. Les conditions de vie de la majorité des agriculteurs sont difficiles.

À la fin du XIXe siècle, la transformation du monde rural s'accélère. L'attraction de la main-d'œuvre vers les villes industrielles et le désenclavement des campagnes grâce au chemin de fer accélèrent l'exode rural des plus pauvres. Pour s'attacher les voix du monde agricole, le régime républicain adopte des mesures protectionnistes réclamées par les premiers syndicats d'agriculteurs.

VOCABULAIRE

Immigration : flux d'étrangers s'installant dans un autre pays que celui dont ils sont originaires.

Syndicalisme : fait de défendre des revendications professionnelles par le biais de syndicats. Les syndicats sont autorisés en France depuis 1884. Le syndicalisme qui se développe en France est un syndicalisme de revendication et d'opposition révolutionnaire qui rejette le capitalisme et souhaite un changement de société. Dans d'autres pays comme le Royaume-Uni, le syndicalisme accepte davantage le capitalisme et adopte une stratégie réformiste.

Capitalisme : organisation de l'économie qui repose sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, la recherche du profit et la libre concurrence.

Paternalisme : manière de diriger avec une bienveillance autoritaire.

Taylorisme : méthode d'organisation scientifique du travail mise au point par l'ingénieur étatsunien F.-W. Taylor au début du XXe siècle.

b) Les transformations sociales

1. La question ouvrière

L'industrialisation bouleverse la société française. Les ouvriers passent de plus de 3 millions dans les années 1870 à plus de 7 millions en 1914. Leurs conditions de vie et de travail sont difficiles. Dans les mines et les usines, les ouvriers réalisent des tâches dangereuses, répétitives et peu rémunératrices. Leur budget est en grande partie consommé pour se loger, manger et s'habiller.

Le mouvement ouvrier s'organise et revendique la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires. En 1895 est fondée la Confédération générale du travail (CGT), premier syndicat unitaire dont le message est diffusé par le journal La Voix du Peuple. En 1906, avec la Charte d'Amiens, la CGT se fixe comme objectif de renverser la société capitaliste. Pour faire aboutir leurs revendications, les ouvriers font des grèves (plus de 1 300 dans le pays en 1906). Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, les soldats tirent dans la foule et tuent 10 grévistes qui réclament la journée de 8 heures.

À partir de 1905, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) veut instaurer une République sociale, plus juste et plus égalitaire. Grâce à l'action de Jean Jaurès et au journal L'Humanité, le parti obtient 17% des voix aux élections législatives de 1914. L'essor du syndicalisme et la poussée électorale donnent naissance à une série de lois sociales (1906 : journée de repos hebdomadaire obligatoire dans toutes les professions, 1910 : retraites ouvrières). Malgré ces avancées, les inégalités sociales demeurent très fortes.

2. La société française s'ouvre à l'immigration

La France connaît une croissance démographique ralentie en raison d'une faible natalité (38,4 millions d'habitants en 1870 ; 39,6 millions en 1914). Pour faire face à une pénurie de main-d'œuvre, la IIIe République accueille davantage d'étrangers à partir des années 1870. Pour fixer cette main-d'œuvre sur le territoire, l'État assouplit les règles d'acquisition de la nationalité française (loi de 1889).

Cette immigration de proximité (Belges, Italiens, Espagnols...) est employée à 60% dans l'industrie. Les patrons des bassins industriels recrutent des mineurs et des ouvriers étrangers, plus dociles et moins coûteux. Dans les années 1870, la France compte environ 800 000 étrangers. Ils sont environ 1,1 million en 1914, soit 2,8% de la population.

L'augmentation de l'immigration et la crise économique déclenchent des réactions xénophobes d'une partie des Français. En 1893, à Aigues-Mortes, une manifestation d'ouvriers agricoles contre la concurrence étrangère dégénère et des Italiens sont massacrés. L'intégration des étrangers se fait difficilement.

3. L'évolution de la place des femmes

En vertu du Code civil, les Françaises sont maintenues dans un statut de mineures et de citoyennes passives. Entre 1870 et 1914, leur émancipation est freinée par une société patriarcale et misogyne. La IIIe République ne leur permet ni de participer aux élections, ni d'adhérer à un syndicat. Privées de droits économiques, sociaux et politiques, les femmes subissent également une pression sociale qui les contraint souvent à se conformer au stéréotype de la femme au foyer enfermée dans sa condition d'épouse et de mère.

Les femmes occupent pourtant une place croissante dans la vie économique. Avec l'industrialisation, le besoin de main-d'œuvre entraîne l'augmentation de l'emploi salarié féminin. Pour compenser le faible niveau de rémunération de leurs maris ouvriers, de plus en plus de femmes travaillent à l'usine ou dans la mine. En 1914, le taux d'activité féminin atteint 55%.